

# Franglais, dialecte des banlieues et mots creux: 3 menaces pour la langue française



*Nous sommes profondément attachés à la grandeur et à l'influence de la France dans le monde dont une des composantes majeures réside dans une Défense nationale puissante et crédible.*

*Mais la défense de notre langue en est un des facteurs non moins essentiels et vitaux non seulement pour tenir notre rang international mais également afin de maintenir la cohésion nationale au sein d'une communauté d'appartenance.*

*De nos jours en effet, la langue française est aux abois. Elle est attaquée simultanément par trois menaces dont les effets délétères se cumulent et dilapident notre patrimoine linguistique.*

*L'usage intempestif du « franglais »*

*L'émergence corrosive d'un dialecte des banlieues*

## *L'inflation de mots creux et d'expressions passe-partout*

### **L'usage intempestif du « franglais »**

Il est démontré par l'Académie française en 2021. Pour illustrer ce constat, un exemple concret a été choisi : il s'agit de la création de la nouvelle carte d'identité nationale (CNI). Cette récente version bilingue (traduite in extenso en anglais), entre en contradiction avec la Constitution, la loi Toubon de 1994 qui stipule que toute inscription ou annonce destinée à l'information du public doit être formulée en langue française, et surtout la vérité.

En effet , cette carte n'est pas un passeport de voyage. Si l'on entre aux USA, on a besoin d'un passeport, pas de la CNI. En outre, avec la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne , il n'y a pas de raison de privilégier l'anglais.

Que le gouvernement établisse une carte bilingue en choisissant l'anglais, c'est le signe d'un aveu terrifiant : au fond, le français ne compte plus. D'ailleurs, le gouvernement lui-même explique, toute honte bue, qu'il est préférable que ce document soit en anglais car le français ne serait plus compris !

C'est la démonstration d'une démission coupable qui rejoint dans sa tragique ampleur le déni de notre Histoire et la politique de repentance affichés par nos gouvernants.

Cette démission tend à reléguer notre langue nationale au statut d'un parler local, d'un dialecte tribal.

Cependant, le monde francophone s'insurge de cette situation et sonne l'alarme. Cette indignation grandissante souligne l'aberration que constitue cette abdication institutionnelle. Nous assistons à l'invasion générale du vocabulaire scientifique, de la culture, de la communication, de l'information par des anglicismes.

L'anglicisation s'est généralisée et s'est accélérée durant les cinq dernières années. Il y a désormais une lame de fond qui est en train de subvertir le français. La diffusion des

anglicismes s'est encore amplifiée avec la crise sanitaire Covid ( par exemple l'emploi répété, à l'envi, de «cluster » au lieu de » foyer »).

Néanmoins, cette propagation des anglicismes se heurte à l'exaspération croissante des Français.

Ces derniers ne veulent pas du français, ils croient en la valeur de leur langue. Les stratégies de communication ne portent pas.

Les gens ne comprennent pas les messages qu'on leur impose ni pourquoi ce sabir se substitue au français.

Cela montre une fracture entre une frange privilégiée des élites représentant le haut du panier national sensé être inventif et productif et le reste de la société , invité à penser que l'ascenseur social passe par l'adoption d'un jargon débilisant qui confine désormais aux tics de langage.

Il s'ensuit pour la population française le risque d'un double clivage linguistique : SOCIAL d'une part, le fossé se creusant entre les publics suivant qu'ils sont imprégnés ou non des nouveaux codes de langage. Le ton badin, parfois futile devenu la règle en matière de communication institutionnelle , prête le flanc à un rejet fréquent , né d'une perplexité et souvent d'une incompréhension des destinataires pouvant aller jusqu'à un sentiment d'exclusion : » être people-minded est notre raison d'être» et GÉNÉRATIONNEL d'autre part, les plus jeunes étant particulièrement réceptifs aux usages numériques et mieux à même de les assimiler, mais d'autant plus exposés au risque d'être cantonnés à un vocabulaire approximatif et n'avoir qu'une très faible maîtrise de la langue.

En utilisant largement un vocabulaire anglais (cf annexes) incompris d'une grande partie du public, les services en ligne contribuent à alimenter la défiance qu'on a vu se développer ces dernières années vis à vis des différentes autorités, qu'elles relèvent des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, mais également de l'administration , du monde politique , de la sphère économique et dans le domaine de la

santé.

### **– L'émergence corrosive d'un dialecte des banlieues**

A l'oreille, on comprend bien qu'il s'agit désormais d'un parlé « dur », hostile, forgé dans l'exclusion ou le repli communautaire.

Avec l'émergence de réseaux terroristes au cœur même de notre Nation, un phénomène de division, de dilution affecte notre population.

Il s'agit du repli d'une partie des « citoyens » vers un quant-à-soi géographique, socio-économique et religieux intégriste.

Cette fragmentation va bien au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler les différences ou la diversité. Cet émiettement tribal passe par un langage spécifique dont on mesure l'importance et la portée dès que des troubles éclatent dans les banlieues et quartiers de nos villes.

Cette fracture linguistique véhiculée par un langage de combat n'a plus rien de comparable avec ce qui existait il y a encore quelques années à l'époque des fantaisies du verlan, de l'accent beur ou des mille facettes de l'argot des cités sublimé par la plume gouleyante d'un Frédéric Dard, d'un Alphonse Boudard ou encore d'un Michel Audiard.

La fracture constatée dépasse le problème de l'école ou celui des cités. Rien n'est plus dangereux que cette lente dislocation à l'œuvre dans les tréfonds démocratiques, dont l'apparition d'un idiome appauvri et verrouillé, d'un patois dissident au sein de la ville, est le symptôme le plus corrosif.

Quand les mots eux-mêmes se décomposent, quand la parole elle-même se délite, c'est que rôde en effet un péril majeur.

Parmi les produits empoisonnés de cette dissidence, il faut désigner désormais le djihadisme.

### **L'inflation de mots creux et d'expressions passe-partout**

On disait il y a quelques années encore : « il parle comme un

livre »

La formule s'est inversée et aujourd'hui, on dira plutôt « il écrit comme il parle ». Comme notre façon actuelle de nous exprimer, celle de la publicité, des médias, du monde politique est atteinte profondément par une contamination de mots sans signification, d'expressions vides de sens, notre langage est devenu singulièrement indigent.

Dès lors, il se satisfait de formules imprécises employées à tout bout de champ et souvent délibérément puisées dans le vocabulaire économique.

Prenons quelques exemples :

Le verbe »impacter » dérivé à tort du mot « impact » est utilisé très souvent pour relater des événements de nature différente plus ou moins importants :

« La consommation est impactée par la hausse des prix

La pollution impacte la planète

La guerre en Ukraine va impacter l'élection présidentielle »

Alors que notre langue propose dans ces exemples là: freiner, ralentir, influencer, influencer, agir, peser, menacer, mettre en péril... qui apportent des nuances et des précisions qui enrichissent la compréhension des idées émises.

Demain, nous sourirons qu'on ait pu discourir avec sérieux :

De notre « capital » santé, de notre « capital » beauté, de notre « investissement » conjugal, des « dividendes » affectifs .

Ou encore du concept de » déficit » mis à toutes les sauces du verbiage cher aux journalistes :

« Déficit » démocratique, » déficit » social, « déficit » visuel, « déficit » de popularité, « déficit » d'image.

Demain, nous sourirons ou peut-être nous pleurerons que les Chefs d'Etat, qui se sont succédé depuis trente ans, aient pu dire, redire, se contredire, proclamer :

« Je crois à l'inversion de la courbe de chômage »

« la priorité des priorités est ( selon l'humeur ou la pression des événements) : la sécurité, le chômage, l'hôpital,

les retraites, la taille des allumettes, le pouvoir d'achat, le prix du timbre-poste , l'école, l'industrie, l'agriculture ..... »

« Nous sommes à la croisée des chemins », phrase qui peut être suivie ou précédée de »le bout du tunnel est en vue «.

« Cette réforme d'ampleur sera la crème de toutes les batailles » :

La sécurité sociale, le conditionnement des couche-culottes, la mise en place des 35 heures, la remise en cause des 35 heures, la prochaine loi de programmation militaire sanctuarisée...

Ces expressions passe-partout composées de mots forts en apparence sont les symboles d'une langue désincarnée, d'un langage convenu et rigide destiné à dénaturer la vérité.

Elles ont perdu par, l'usage d'une absurde répétition contredite par les faits, leur substance au fil du temps et sont devenues les vecteurs futiles de messages désormais inaudibles.

En 1967, Maurice Genevoix, qui depuis de nombreuses années, défend sur tous les fronts la langue française, conscient de la menace que représente la déliquescence de tout langage écrivait :

« Le langage n'est pas neutre. Né d'une culture, expression d'une culture, si par malheur il dégénère, il agit sur les structures mentales qu'il affaiblit sournoisement. Si ce processus devait encore s'aggraver, la langue ne dirait plus, elle cacherait, elle déroberait.

Les mots devenus tabous, feraient peur. Ils cesseraient alors de signifier, ils voileraient, ils trahiraient.

Ils deviendraient des moyens d'intimidation, des instruments d'un terrorisme au service d'intentions moins innocentes, peut-être qu'il n'y paraît «.

Face à cette évolution préoccupante de notre langue, L'Académie française peut ainsi conclure :

« La communication actuelle est caractérisée par une

dégradation qu'il est essentiel de ne pas considérer comme une fatalité.

Il est de la responsabilité mais aussi de l'intérêt de ceux qui disposent des canaux d'information et de diffusion de veiller à redonner à la communication institutionnelle la qualité et l'efficacité que l'ensemble des publics est en droit d'attendre.

Il s'agit avant tout d'une question de volonté générale étayée par la prise de conscience de la Gravité et de l'Urgence de la Situation ».

**Daniel Péré**

10 avril 2022

Sources : Rapport Académie Française 2021

Le Figaro ( Mme Carrère d'Encausse) janvier 2022

Ouest-France Articles des 30 septembre 2011, 27 septembre 2021,

17 février 2022, 19 mars 2022

Sud-ouest Article 10 avril 2016

Biographie M.Genevoix de A.Luneau et J. Tassin 2019